



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Occupation du site gazier de Balhaf au Yémen

Question au Gouvernement n° 3629

Texte de la question

OCCUPATION DU SITE GAZIER DE BALHAF AU YÉMEN

M. le président. La parole est à Mme Clémentine Autain.

Mme Clémentine Autain. Monsieur Le Drian, madame Parly, combien de temps allez-vous continuer à mentir devant la représentation nationale ? (*Protestations sur les bancs du groupe LaREM.*)

M. Pierre Cordier. Ce n'est pas bien, de mentir !

Mme Clémentine Autain. En février dernier, je vous ai interrogée, madame la ministre des armées, au sujet du site gazier de Balhaf, situé en territoire yéménite et occupé par l'armée émiratie. Selon plusieurs ONG, mais aussi selon l'ONU, ce site appartenant en partie à Total servirait de lieu de détention secret permettant la pratique de la torture et d'exécutions sans procès. Mme Parly m'avait répondu n'avoir aucun élément relatif à cette affaire, prétendant même ne pas avoir lu l'article que le journal *Le Monde* venait précisément d'y consacrer. En septembre, j'ai de nouveau fait part de mes interrogations au ministre Le Drian. Sa réponse ne manquait pas de sel : « Nous vous renvoyons vers les entreprises concernées »... On se demande à quoi sert le corps diplomatique !

Aujourd'hui, face à la cécité du Gouvernement, je me fais donc la porte-voix des cinquante et un parlementaires qui, à l'initiative de mon collègue Hubert Laferrière, vous ont adressé un courrier demandant que toute la lumière soit faite sur ce qu'il se passe réellement à Balhaf. À la création du site, l'État français avait garanti un crédit au consortium dont fait partie Total, pour un montant de 216 millions d'euros. C'est dire si nous sommes en droit de demander des comptes, sous peine d'être clairement complices de ce qui passe sur ce site.

Plus de dix mois après les premières alertes, prétendez-vous toujours n'être au courant de rien, alors même qu'un rapport de la Direction du renseignement militaire – DRM – montre l'inverse, c'est-à-dire que vous savez ! Dans cette affaire, c'est la responsabilité de la France qui est engagée. Comment pouvez-vous couvrir des crimes de guerre ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe FI.*) Il y a quelques jours, c'est un tortionnaire de son peuple, le président égyptien Sissi, que vous avez décoré de la Légion d'honneur. Aujourd'hui, votre silence vient recouvrir d'une chape de lâcheté les exactions commises par les Émirats dans une usine construite avec le soutien actif de la France. (*Applaudissements sur les bancs du groupe FI.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères. Je vous ai déjà répondu, madame Autain, mais je vais le faire à nouveau et, si nécessaire, je répondrai chaque semaine à la même question portant sur le port de Balhaf. (*Exclamations sur les bancs du groupe FI.*) Je rappelle qu'à la suite de la

dégradation de la situation sécuritaire au Yémen, le consortium dont fait partie Total, qui réunit des entreprises yéménites et des entreprises étrangères, a décidé de mettre fin à ses opérations industrielles dès 2015. Par la suite, ce consortium nous a indiqué s'être vu notifier à plusieurs reprises, notamment en avril 2017, par les autorités yéménites légales, reconnues par la communauté internationale – donc par les Nations unies –, la réquisition de la plus grande partie du site. La zone réquisitionnée est aujourd'hui séparée physiquement du reste du site, et le consortium, qui a par ailleurs mis fin à ses activités, n'y a plus accès : voilà quelle est la situation.

Puisque vous connaissez très bien le Yémen, vous savez que, pour les mêmes raisons sécuritaires, la France a décidé de fermer son ambassade et de rapatrier l'ensemble de ses personnels à Ryad. Comme je vous l'ai déjà dit à plusieurs reprises, madame la députée, nous mettons tout en œuvre pour éclaircir la situation politique en apportant notre soutien à l'envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies au Yémen, M. Griffiths, avec qui nous travaillons, pour essayer d'aboutir à un processus de discussion et de paix dans cette sale guerre.

Nous ne ménageons pas non plus nos efforts, à la fois auprès du gouvernement yéménite et de la coalition militaire, pour faire la lumière sur ce qui se passe sur le site de Balhaf. Le grand sujet, c'est de faire en sorte que l'ensemble des acteurs au Yémen se réunissent pour un processus de paix sous la houlette des Nations unies. *(Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM et sur quelques bancs du groupe Dem.)*

Données clés

Auteur : [Mme Clémentine Autain](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (11^e circonscription) - La France insoumise

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3629

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Europe et affaires étrangères

Ministère attributaire : Europe et affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [16 décembre 2020](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [16 décembre 2020](#)